

**Nations unies - Situation en Afrique
centrale et activités de l'UNOCA -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 13 décembre 2018)

Je souhaite remercier le représentant spécial, M. François Louncény Fall, pour son intervention et surtout pour son travail à la tête de l'UNOCA. La France partage son analyse globale de la situation en Afrique centrale et lui apporte tout son soutien. Votre action, Monsieur Fall, montre toute la pertinence et la valeur ajoutée d'une approche régionale, tant pour la compréhension des situations et des dynamiques de conflits souvent liés entre eux, que pour permettre une approche préventive.

C'est pourquoi la France se félicite particulièrement du renouvellement du mandat de l'UNOCA pour trois ans, renouvellement qui va permettre au bureau de poursuivre ses missions de bons offices, de diplomatie préventive et de médiation ainsi que son soutien aux initiatives régionales pour la paix et la sécurité en Afrique centrale, notamment en renforçant le partenariat noué avec la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC).

Monsieur le Président,

Outre la lutte contre Boko Haram qui reste malheureusement toujours autant d'actualité, quatre situations paraissent mériter une mention particulière aujourd'hui:

1/La RCA, d'abord : Nous sommes préoccupés par la situation sécuritaire qui reste très volatile, comme en témoigne la flambée de violences qui a eu lieu à Alindao à la mi-novembre. Ces nouvelles violences rappellent que la priorité en RCA reste le désarmement des groupes armés, le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire et la protection des civils, y compris le personnel humanitaire et médical. Il est impératif que les groupes armés s'engagent sans délai et sans condition dans le processus de paix de l'Initiative africaine.

Nous réitérons également notre plein soutien au président Touadéra et rappelons notre engagement aux côtés des autorités centrafricaines pour trouver une solution à la crise.

Pour cela, il faut continuer de promouvoir une mise en oeuvre rapide et ambitieuse de la feuille de route de l'Union africaine. L'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA est le seul processus de discussion avec les groupes armés impliquant les Etats voisins et d'où peut émerger un accord politique global.

Il apparaît donc désormais essentiel qu'un dialogue direct entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés s'engage au plus vite. Il revient à l'Union africaine et au futur Envoyé spécial conjoint ONU-UA de définir les modalités de la réunion qui doit avoir lieu entre le gouvernement et les groupes armés.

Nous encourageons les autorités centrafricaines à prendre les initiatives nécessaires pour aboutir à un consensus national sur la mise en oeuvre de l'Initiative africaine. Les Centrafricains se sont prononcés sur un grand nombre de problématiques lors du Forum de Bangui. La lutte contre l'impunité est un élément essentiel pour le processus de réconciliation.

Comme Reena Ghelani vient de le rappeler, la situation humanitaire en RCA doit aussi continuer de nous mobiliser, alors que plus de la moitié de la population vit dans l'extrême pauvreté et a besoin d'assistance humanitaire.

Enfin, nous comptons sur le soutien de l'ensemble des membres du Conseil pour le renouvellement du mandat de la MINUSCA cet après-midi.

2/ Le Cameroun ensuite : Nous remercions le représentant spécial pour son engagement sur la crise dans les régions anglophones et pour ses démarches auprès des autorités camerounaises.

La France est préoccupée par la dégradation de la situation dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun. Les pertes humaines sont de plus en plus lourdes et la situation humanitaire de plus en plus difficile avec 30.000 réfugiés au Nigéria et plus de 400.000 déplacés internes.

Dans ce contexte, nous poursuivons nos efforts pour encourager le gouvernement camerounais à prendre des initiatives ambitieuses dans le sens d'un règlement durable de la crise par un dialogue politique inclusif, des mesures de détente et une plus large décentralisation dans le respect de l'unité et de l'intégrité du pays.

Il apparaît enfin nécessaire que l'accès humanitaire aux populations ayant besoin d'assistance soit facilité et que les auteurs de violations des droits de l'Homme soient poursuivis en justice.

3/ Troisième situation, celle de la RDC :

La France est préoccupée par les incidents qui ont émaillé la campagne électorale ces derniers jours. Elle est notamment préoccupée par les informations selon lesquelles des tirs à balles réelles auraient servi à disperser des manifestants et appelle les autorités congolaises à faire toute la lumière sur ces incidents.

Les élections générales prévues le 23 décembre prochain sont une opportunité historique pour

un premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo. La France appelle les autorités congolaises à mettre en place les conditions d'un scrutin crédible dans un climat apaisé. Nous devons rester prêts, en étroite concertation avec les partenaires africains, à appuyer le processus électoral en cas de demande des autorités congolaises.

4/ Le Burundi enfin : nous sommes préoccupés par les derniers développements survenus au Burundi. Je citerai notamment la suspension temporaire des activités des ONG étrangères, l'absence du gouvernement lors de la 5ème et dernière session du dialogue inter-burundais à Arusha et, la semaine dernière, la fermeture du bureau du Haut-commissaire aux droits de l'Homme. Dans ce contexte, nous réitérons notre soutien à la médiation menée par l'EAC et nous souhaitons que le prochain sommet de cette organisation, prévue le 27 décembre, permette d'apporter des réponses concrètes pour favoriser la tenue d'élections libres, transparentes et apaisées en 2020.

Monsieur le Président,

Prévenir les conflits, éviter l'aggravation des crises existantes et permettre un retour durable à la paix exige une approche transversale et holistique, prenant en compte toutes les dimensions et facteurs de conflits ainsi que leurs causes profondes, qu'il s'agisse des inégalités, de l'exploitation illégale des ressources naturelles ou des conditions climatiques ou environnementales. Cela exige aussi une réponse et un engagement au niveau régional. Les bureaux régionaux des Nations unies, tels que l'UNOCA, sont à cet égard un instrument essentiel pour renforcer la capacité des Nations unies à agir de manière plus efficace. La France continuera d'appuyer cette évolution positive et nécessaire de l'action de notre organisation, au service de la paix et de la sécurité internationale, dans un esprit de cohérence et de partenariat accru avec les acteurs africains.

Je vous remercie./.